

Mardi 3 mars 2015, 18h00

# Meeting de soutien aux lanceurs d'alerte

Bourse du travail, 3 rue du Château d'Eau, Métro République

Point presse à 18h00



**#StopTradeSecret**

**#WeAreTheLeaks**

# Meeting de soutien à Stéphanie Gibaud et aux lanceurs d'alerte

---

À l'appel de nombreuses organisations syndicales et associatives, un meeting de soutien à Stéphanie Gibaud et aux lanceurs d'alerte est organisé le **mardi 3 mars**. Ce meeting sera également l'occasion de lancer la campagne contre la directive européenne sur le secret des affaires.

Trois temps forts viendront rythmer le meeting :

## 1. Témoignage de Stéphanie Gibaud

Ex responsable de communication chez UBS, harcelée, placardisée et licenciée par UBS pour avoir refusé de détruire les fichiers qui sont à l'origine de l'affaire UBS France. Le Tribunal des prudhommes de Paris rendra son jugement le 5 mars sur sa situation.

## 2. Témoignages de lanceurs d'alerte

Interviendront notamment :

- Hervé FALCIANI - HSBC, affaire SwissLeaks
- Antoine DELTOUR - affaire LuxLeaks
- David RENOUS, Omega - Diamonds – Ascorp, affaire des diamants de sang de l'Angola
- Florence PLOTEAU - Conseil général des Hauts de Seine, affaire de fausses factures
- Bernard DEMARCQ – Printemps, affaire du rachat par le Qatar
- Anne DE HARO – Wolters Kluwer, affaire d'« optimisation » fiscale
- André CICOLELLA – INRS, affaire des Ethers de glycol
- Patrick MALICK – Affaire des marchés publics du BTP en Moselle
- Françoise NICOLAS - Ministère des Affaires Etrangères
- Daniel SOMMER - PDG Groupe DS Invest, affaire de corruption
- Ida DE CHAVAGNAC - Crédit Agricole, prise de risques inconsidérée et fraude à la réglementation bancaire

**3. Débat sur les dangers de la directive européenne secret des affaires** et sur le statut des lanceurs d'alerte, avec notamment l'intervention d'Eurocadres, en plus de toutes les organisations qui appellent au meeting.

Mardi 3 mars 18h30 – 21h30 : Meeting de soutien à Stéphanie Gibaud et aux lanceurs d'alerte

3 rue du Château d'Eau, Métro République  
Bourse du travail de Paris – Salle Ambroise Croizat

Meeting précédé d'un point presse à 18h  
Inscription : [communication@ugict.cgt.fr](mailto:communication@ugict.cgt.fr)

## Stéphanie Gibaud : une situation représentative de la précarité des lanceurs d'alerte

---

L'affaire « HSBC Suisse », dévoilée par Hervé Falciani, vient une nouvelle fois démontrer l'ampleur de la fraude fiscale, de l'impunité des puissants et du besoin de protection des lanceurs d'alerte.

Chez UBS, c'est Stéphanie Gibaud qui a payé de son emploi et de sa carrière sa dénonciation des pratiques frauduleuses de la banque.

Le jeudi 5 mars, le Tribunal des prudhommes de Paris rendra son jugement sur sa situation. Stéphanie Gibaud, ancienne directrice de la communication chez UBS, a déposé plainte contre UBS en 2009 et a contribué à ce qu'UBS soit mise en examen pour blanchiment et fraude fiscale. UBS a été condamnée par la justice française à payer 1,1 milliard d'euros de caution en septembre 2014.

Stéphanie Gibaud, embauchée à UBS en 1999, a été victime de harcèlement dès qu'elle s'est inquiétée auprès de sa hiérarchie de certaines pratiques et a refusé de détruire des fichiers. Ces documents utilisés pour l'organisation des événements étaient des listings contenant les noms des clients et ceux de leurs chargés d'affaires français et suisses.

Ces fichiers révélaient que les chargés d'affaires suisses démarchaient des clients français en France avec pour objectif de faire ouvrir des comptes en Suisse, pour la grande majorité d'entre eux non déclarés.

La direction d'UBS a harcelé Stéphanie Gibaud, puis l'a placardisée avant de réussir à la licencier en février 2012 malgré son mandat de secrétaire du CHSCT.

Le courage de Stéphanie Gibaud lui a coûté sa carrière, elle demande au Conseil des prudhommes de la rétablir dans ses droits. Nos organisations la soutiennent.

### Jeudi 5 mars à 9h Rassemblement de soutien à Stéphanie Gibaud

Devant le Conseil  
des prudhommes de Paris  
27 rue Louis Blanc,  
Métro Louis Blanc

## Directive européenne « secret des affaires » : une menace pour les libertés

---

La situation de Stéphanie Gibaud est représentative de la précarité des lanceurs d'alerte et des syndicalistes dans l'entreprise. Plus que jamais, la liberté d'expression dans et hors de l'entreprise est fragile.

Nous avons réussi à obtenir que la notion de secret des affaires soit retirée du projet de loi Macron. En effet, la notion de secret des affaires consacre le fait que le droit des actionnaires prime sur celui des salariés et de la société tout entière et remet directement en cause le droit d'intervention des organisations syndicales, la reconnaissance récente et fragile des lanceurs d'alerte et la liberté de la presse.

Cependant, un projet de directive européenne sur le secret des affaires est inscrit à l'ordre du jour du Parlement européen le 28 avril prochain.

**Nous lançons une campagne d'interpellation des députés et gouvernements européens pour qu'ils s'opposent à l'adoption de cette directive européenne qui, en l'état, menace la liberté d'expression dans et hors de l'entreprise. Au-delà, il est nécessaire de mettre en place un vrai statut des lanceurs d'alerte, de renforcer le droit d'intervention des organisations syndicales et des institutions représentatives du personnel, et de garantir la responsabilité des multinationales.**

# Un appel commun de :

## **UGICT-CGT**

L'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens (UGICT-CGT) est une organisation confédérale de la CGT. Elle rassemble les Cadres, Ingénieurs et Techniciens adhérents à la CGT, organisés dans les Unions fédérales des ingénieurs, cadres et techniciens (UFICT) de leur fédération professionnelle. Elle est affiliée au réseau Eurocadres au niveau européen. [www.ugict.cgt.fr](http://www.ugict.cgt.fr)

## **Plate-forme Internationale des Lanceurs d'Alerte (PILA)**

PILA est une plate-forme internationale pour soutenir et fédérer les lanceurs d'alerte (Edward Snowden, Hervé Falciani et Stéphanie Gibaud). Elle a été créée à l'initiative de l'avocat William Bourdon, président de Sherpa, l'association de lutte contre la corruption. **Stephanie GIBAUD** : [stephanie@association-pila.org](mailto:stephanie@association-pila.org)

## **Fédération des banque et assurances CGT**

La Fédération des syndicats du personnel de la banque et de l'assurance (FSPBA CGT) est la fédération des employés du secteur bancaire et des assurances affiliés à la Confédération Générale du Travail.

## **Syndicat National des Journalistes CGT**

Le Syndicat National des Journalistes CGT (SNJ-CGT) est le syndicat des journalistes affilié à la Confédération Générale du Travail. Il est membre de la Fédération européenne des journalistes et de la Fédération Internationale des Journalistes. [www.snjcgt.fr](http://www.snjcgt.fr)

## **CGT Paris**

L'Union départementale CGT Paris regroupe tous les syndicats CGT de Paris, quelle que soit leur profession. [www.cgtparis.fr](http://www.cgtparis.fr)

## **Ligue des Droits de l'Homme (LDH)**

La Ligue des Droits de l'Homme ou LDH, est une association visant à l'observation, la défense et la promulgation des droits de l'Homme au sein de la République française, dans tous les domaines de la vie publique. [www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)

## **Syndicat des Avocats de France (SAF)**

Le Syndicat des Avocats de France, créé en 1973, est une organisation syndicale française regroupant des avocats. [www.lesaf.org](http://www.lesaf.org)

## **Syndicat de la Magistrature**

Fondé le 8 juin 1968, le Syndicat de la Magistrature est un syndicat professionnel de magistrats français orienté à gauche. [www.syndicat-magistrature.org](http://www.syndicat-magistrature.org)

## **Paradis Fiscaux et Judiciaires**

Née en 2005, la Plate-forme paradis fiscaux et judiciaires réunit 18 organisations de la société civile française engagées dans la lutte contre les paradis fiscaux telles que des syndicats, des ONG de développement, des associations de lutte contre la corruption, des associations confessionnelles et des organisations environnementales. [www.stopparadisfiscaux.fr](http://www.stopparadisfiscaux.fr)

## **Peuples solidaires**

Née en 1983, Peuples solidaires est une association internationale ayant pour mission de soutenir celles et ceux qui se mobilisent pour leurs droits, ainsi que de s'attaquer aux causes de la pauvreté dans le monde. [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)

## **Anticor**

L'association Anticor est née en 2002, elle regroupe des élus et des citoyens de toutes tendances politiques, ayant décidé de s'unir pour lutter contre la corruption et pour réhabiliter la démocratie représentative. [www.anticor.org](http://www.anticor.org)

## **Fondation Sciences Citoyennes**

Créée en 2002, la Fondation Sciences Citoyennes a pour vocation première de favoriser le développement des sciences citoyennes en France. [sciencescitoyennes.org](http://sciencescitoyennes.org)

## **Collectif Roosevelt**

Le Collectif Roosevelt est un mouvement citoyen d'action et de formation politique créé en 2012 par Stéphane Hessel, Edgar Morin, Susan George... [collectif-roosevelt.fr](http://collectif-roosevelt.fr)

## **Blueprint for Free Speech**

Blueprint for Free Speech est une association caritative vouée à la recherche et la comparaison des lois de liberté d'expression à travers le monde. [blueprintforfreespeech.net](http://blueprintforfreespeech.net)

## **ATTAC**

L'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne, est une organisation altermondialiste créée en France en 1998. Elle est présente dans 38 pays. [france.attac.org](http://france.attac.org)

## **SHERPA**

SHERPA, association basée à Paris, a été créée en 2001 en vue de protéger et défendre les populations victimes de crimes économiques. [www.asso-sherpa.org](http://www.asso-sherpa.org)

## **Tax Justice Network (TJN)**

Le Tax Justice Network (TJN) est un groupe de défense composé de chercheurs et de militants qui combattent les effets néfastes de l'évasion fiscale, la concurrence fiscale et les paradis fiscaux. [www.taxjustice.net](http://www.taxjustice.net)

## **The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ)**

Le Bureau of Investigative Journalism est une organisation non gouvernementale britannique consacrée à la production d'articles d'investigation. Basé à Londres, le Bureau a été fondé en avril 2010 par David Potter. Cette initiative rejoint d'autres modèles de journalisme d'investigation, comme ProPublica aux États-Unis. [www.thebureauinvestigates.com](http://www.thebureauinvestigates.com)